

La crise de la zone euro : l'Europe brûle-t-elle ?

Comme dans les années 1930, une crise venue d'Amérique a mis l'Europe en feu, et son système monétaire en péril. Ce qui est vexant est que le cœur de l'Europe, la zone euro, soit devenu le foyer de la crise, alors même que la monnaie européenne avait été conçue à l'origine comme un bouclier contre les déséquilibres monétaires internationaux.

La crise européenne a plusieurs causes mais le paradoxe central qui l'habite peut être résumé ainsi. Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, du fait de la crise elle-même. Or ce qui détermine la solvabilité d'un Etat, c'est le poids des intérêts qu'il doit payer. Un pays dont la dette représente 100% de son PIB et qui doit payer un taux d'intérêt de 2,5% (le taux allemand aujourd'hui) doit consacrer 2,5% de son PIB à la charge de ses intérêts, ce qui est tout sauf préoccupant. Encore ce calcul ne prend-il pas en compte l'inflation, qui réduit d'autant le fardeau. Comment comprendre alors la méfiance brutale à l'égard des pays de la zone euro ?

Plusieurs réponses sont possibles, mais la plus simple est la panique. Inquiets, les marchés financiers ont fait croire les taux d'intérêt des pays vulnérables, créant ainsi ce qu'on appelle « une prophétie autoréalisatrice ». Les taux d'intérêt s'élevant, le poids de la dette augmente, le risque de défaut aussi, ce qui pousse à nouveau les taux à la hausse... La dette, présente ou prévue, pèse soudain très lourd.

Le fait majeur est que les Etats européens dépendent plus que les autres du jugement des marchés financiers. Un pays comme le Japon, dont la dette s'élève à plus de 200% de son PIB, dispose d'une base captive de prêteurs, les épargnants japonais. En Europe, un épargnant a le choix entre plusieurs dettes publiques, toutes libellées dans la même monnaie et qu'il peut acquiescer d'un coup de clic, sans aucun risque de change. En Europe, le moindre soupçon concer-

Analyse

Daniel Cohen
Editorialiste associé

nant la solvabilité d'un Etat a des effets considérables : il lui ôte, au profit des autres, le rôle d'ancrage qu'il joue ordinairement.

Comment faire face à ce problème ? Un premier projet, préparé par le sommet franco-allemand de Deauville, à l'insistance de l'Allemagne, a été annoncé au sommet de Bruxelles du 29 octobre. Il prévoyait que les pays en difficulté puissent se tourner vers leurs partenaires européens pour obtenir de l'aide, mais à condition que les prêteurs privés soient mis à contribution, en acceptant d'accorder un abandon de créances. Cela revenait à exiger que l'Etat qui demandait le soutien des autres soit préalablement déclaré en faillite...

Jean-Claude Trichet, qui a mené la charge contre l'accord de Bruxelles, rappelait très justement que les programmes d'ajustement du Fonds monétaire international se terminent le plus souvent de manière satisfaisante, sans faillite. Il plaiderait pour que cette présomption d'innocence s'applique aussi à l'Europe. A défaut, les Etats seraient condamnés à vivre sous le risque d'une crise permanente. Ce qui n'a pas manqué... Après le sommet de Bruxelles, une nouvelle panique a été déclenchée, débouchant sur la tempête irlandaise.

Du coup, l'Europe a révisé sa copie. En même temps qu'elle négociait le plan irlandais, elle a annoncé une nouvelle disposition, déjà en vigueur pour les prêts du FMI. A l'avenir, les prêts accordés par un Etat à un autre auront priorité. En cas de crise, ils seront remboursés

en premier, réduisant grandement le risque que le contribuable du pays prêteur soit mis à contribution. Une autre disposition oblige toute nouvelle émission de dette publique à inclure des clauses permettant une mise en faillite « ordonnée » des Etats en crise. A l'insistance de la France, la faillite ne sera pas déclarée automatiquement, mais au cas par cas.

L'idée de donner un statut privilégié aux créanciers publics n'est pas mauvaise en soi. Mais elle doit d'abord conduire les pays prêteurs à accorder des taux d'intérêt beaucoup plus faibles, dans la mesure où le risque de défaut devient quasiment nul pour ce qui les concerne. Ensuite, elle oblige à augmenter le volume de prêts publics, au moins le temps que la crise passe, car les créanciers privés, désormais « juniors », deviendront beaucoup plus prudents. Faute de clarification en ces deux domaines, le nouvel accord de Bruxelles a augmenté la perplexité des marchés et, loin d'apaiser la crise, a fait craindre qu'elle ne se propage à l'Espagne, au Portugal, et qui sait ? à l'Italie...

Que va-t-il advenir ? Dès lors que la panique tend à prendre des proportions systémiques, il ne reste plus que la bombe atomique pour gagner la guerre : une intervention résolue de la Banque centrale européenne pour faire baisser les taux des pays en danger. Mais pour être efficace, les ordres de grandeur des interventions devront être très supérieurs, d'un facteur dix au moins, à ce qui a été fait jusqu'à présent. D'aucuns s'alarment des risques inflationnistes. Mais l'analogie avec les années 1930 serait alors parfaite : les hommes politiques de l'époque étaient tous préoccupés par l'inflation, alors que la déflation était à son comble. ■

Daniel Cohen est membre du conseil de surveillance du « Monde ».
Courriel : cohen.lemonde@gmail.com

Politique Françoise Fresso

Vivement le printemps !

L'événement politique de la semaine, c'est cette crise qui couvait chez les écologistes et qui a éclaté au grand jour lorsque Jean-Paul Besset, l'un des initiateurs du nouveau rassemblement, a rendu son tablier. Les mots utilisés par ce proche de Nicolas Hulot pour décrire un « climat délétaire de guerre froide et de paix armée » ont fait l'effet d'une douche froide. C'est comme si les Verts avaient incrusté dans le nouveau mouvement les querelles intestines dont ils ont le secret. Au lieu du grand bond en avant annoncé, la désagréable impression d'un retour en arrière.

A leur décharge, la période est dure pour l'écologie autant que pour l'innovation politique. Après leur succès aux élections européennes de juin 2009, où ils avaient talonné le Parti socialiste, les initiateurs d'Europe Ecologie avaient caressé de grands rêves. Ils se voyaient fer de lance de la gauche, rénovateurs idéologiques, vainqueurs dans les urnes d'une social-démocratie déclinante. La crise économique a mis un frein à leurs ambitions. Elle rend aléatoire le financement des investissements verts et leur diffusion au-delà du cercle des « bobos ». D'où la vivacité du débat qui oppose les Verts à Daniel Cohn-Bendit sur le positionnement du rassemblement écologiste. Doit-il rester bien ancré à gauche, comme le pensent les premiers, ou de plus en plus centriste, comme l'affirme le second, en prenant pour référence le succès des Grünen allemands ? De cette divergence

découle tout le reste : la difficulté d'Europe Ecologie-Les Verts à se transcender, la tentation du repli partisan, l'impossibilité de faire vivre la « coopérative », utopie citoyenne de dépassement des partis par le libre-échange d'opinions. Le brouillard dans lequel se trouvent plongés les écologistes rejoint celui des socialistes. Dans les deux partis, des lignes s'affrontent, des prétendants s'affirment sans que nul ne puisse dire qui finira par s'imposer. Panne de lea-

Le brouillard dans lequel se trouvent plongés les écologistes rejoint celui des socialistes

der, flou des positionnements qui oscillent entre protestation et pédagogie de la crise. C'est l'hiver de la gauche. A ceci près que, par-delà leurs difficultés, les socialistes et les écologistes se parlent. Ils consolident leurs alliances, pour les sénatoriales et sans doute pour les cantonales de 2011, et se fixent des bornes à leur tâtonnement respectif : en juin 2011, on devrait enfin savoir qui de Martine Aubry ou de Dominique Strauss-Kahn concourt aux primaires socialistes. Le même mois, les écologistes devraient avoir sélectionné leur champion. Si le printemps est bien celui de la clarification, il restera alors un an pour faire campagne. C'est largement suffisant. ■

Courriel : fresso@lemonde.fr

Le livre du jour

Ballon rond et culture de la piquûre

Pour ceux qui pensent encore que le dopage est un fléau qui frappe uniquement les cyclistes, de préférence espagnols, le livre de Jean-Pierre de Mondenard constituera une utile piquûre de rappel. Pas de révélations frac-

Dopage dans le football
Jean-Pierre de Mondenard
Jean-Claude Gawsewitch,
380 p., 19,90 euros

santes, mais une savante et édifiante compilation d'informations qui montre que football et dopage font bon ménage, contrairement à ce que prétendent et répètent les autorités du ballon rond.

Auteur en 2004 d'un précieux *Dictionnaire du dopage* (Masson), le docteur Jean-Pierre de Mondenard, ancien médecin du Tour de France, consigne soigneusement, depuis plus de trente ans, les articles mentionnant des faits de dopage dans le sport roi. Il a ainsi exhumé une interview que la légende du football allemand, Franz Beckenbauer, avait accordée au magazine *Stern* en 1977. Extrait : « En ce qui me concerne personnellement, j'ai une méthode particulière pour demeurer au top niveau : l'injection de mon propre sang. Ainsi, plusieurs fois par mois, mon ami Manfred Koehnlechner me fait une prise de sang à un bras pour injecter ce même sang dans une fesse. »

C'est qu'en matière de dopage les footballeurs n'ont jamais été en retard sur les autres sportifs. Une récente étude universitaire allemande a ainsi révélé que les « héros de Berne », à savoir les joueurs de la Nationalmannschaft, victorieux du Mondial 1954 en Suisse aux dépens des grands favoris hongrois, avaient reçu des injections de Pervitin, une métamphétamine. Depuis, les techniques de dopage, comme les méthodes d'entraînement, se sont professionnalisées.

User et abuser d'EPO

L'enquête du juge italien Raffaele Guariniello sur les pratiques médicales en vigueur à la Juventus Turin entre 1994 et 1998 a mis en évidence que, pendant cette période de faste (trois championnats d'Italie et une Ligue des champions, notamment), le médecin de l'équipe avait développé un usage « intensif et systématique » de l'érythropoïétine (EPO) et des transfusions sanguines pour améliorer les performances des joueurs.

Mais la culture de la piquûre ne s'est pas arrêtée à la porte des clubs français. Dans son autobiographie, publiée en 2005, « l'ange vert » Dominique Rocheteau confesse : « A Saint-Etienne, les médecins du club nous prescri-

vaient de temps en temps des piquûres de vitamines pour nous donner un coup de fouet avant une rencontre importante. » Deux ans plus tôt, c'est l'Irlandais Tony Cascarino, avant-centre de l'OM de 1994 à 1997, qui passe aux confidences dans le *Times* de Londres : « Après ces injections, je me sentais plus affûté, plus énergique, prêt à mordre le ballon. Si on avait découvert un produit illégal, j'aurais accepté la sanction. C'était un risque que j'étais prêt à prendre. »

Sauf que les footballeurs, contrairement à d'autres sportifs comme les cyclistes ou les athlètes, ont très peu de chances de se faire rattraper par la patrouille. Depuis le Mondial 1966 en Angleterre, date du premier contrôle antidopage lors d'une Coupe du monde, seuls trois cas ont été déclarés positifs, soit 0,11% des 2854 tests réalisés.

Avant le Mondial 2010 en Afrique du Sud, le médecin-chef de la Fédération internationale de football (FIFA), Jiri Dvorak, promettait « une fête du football sans blessure ni dopage ». Mais pour Jean-Pierre de Mondenard, la faiblesse du dispositif antidopage de la FIFA aurait permis aux joueurs d'user et d'abuser d'EPO en microdoses ou d'autotransfusions sanguines sans risque de se faire contrôler positif. ■

Stéphane Mandard

Sur Lemonde.fr

Le portail des Débats

Sur le site Internet, une nouvelle rubrique consacrée aux débats. Avec son espace

« Idées », « Le Monde » vous propose un rendez-vous permanent avec les textes les plus stimulants,

issus du quotidien ou publiés exclusivement en ligne. Lisez, débattiez et proposez vos textes sur www.lemonde.fr/idees

Fonds Juif Social Unifié

crif

CONSISTOIRE CENTRAL UNION DES COMMUNAUTÉS JUIVES DE FRANCE

Avec le soutien de



Fondation du Judaïsme Français